



## Contrat pour prestations d'appui au maître d'ouvrage

Version OFROU / Janvier 2021

<b>Désignation du projet:</b>	Upn.Chexbres-Roche
Désignation abrégée du projet:	34_35UPNCR
Numéro du projet:	N09.52 200044
Chef de projet du maître d'ouvrage:	Gestion des projets
Procédure d'attribution:	Procédure ouverte
Classification selon LMP/OMP:	marché de services
Numéro du contrat:	N09.52 200044.xxxxxx
Date du contrat:	
Objet du contrat:	BAMO gestion des garanties

**Rémunération nette, TVA non comprise** **CHF 20'000.00**

conclu entre  
agissant par

**La Confédération suisse**  
**L'Office fédéral des routes OFROU**  
Division Infrastructure routière Ouest  
Filiale d'Estavayer-le-Lac  
Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

appelé ci-après

**le mandant**

**et**

l'entreprise  
siège à  
N° de TVA/IDE  
appelé ci-après

**le mandataire**

## **1 Objet du contrat**

---

### **1.1 Définition du projet**

---

Le présent contrat concerne les prestations de Bureau d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage, en l'occurrence l'OFROU-F1, pour la gestion des garanties sur ses ouvrages, sous la forme d'un contrat cadre à durée déterminée

### **1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet**

---

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

- appuyer les chefs de projets lors de la libération des garanties fournies par les entreprises ayant exécuté des travaux pour le compte de l'OFROU-F1 ;
- déclencher le processus de libération d'une garantie au sein de l'OFROU-F1 ;
- piloter et coordonner les mandataires qui vont effectuer les vérifications de l'ouvrage ;
- planifier et suivre les réparations en cas de défaut constaté ;
- assurer le bon déroulement du processus dans le respect des délais.

Le processus est achevé après libération de la garantie et classement du dossier à la filiale.

## **2 Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction**

---

### **2.1 Liste des éléments du contrat**

---

2.1.1 Le présent document

2.1.2 Le descriptif des prestations / le cahier des charges

2.1.3 Les conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2020)

2.1.4 L'offre du mandataire du .....

### **2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions**

---

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

## **3 Description de la prestation**

---

Le mandataire assiste le mandant dans le projet décrit et selon ses instructions. Il assume notamment les tâches suivantes:

- Récolte des informations et documents de base concernant les ouvrages dont les périodes de dénonciation des défauts sont en cours ;

- Synthèse des bases, analyse et éventuelles demandes de complément auprès du mandant ;
- Conception et utilisation des instruments de gestion de projet appropriés pour la gestion des garanties ;
- Planification à moyen et long terme des libérations de garanties, pré-information et coordination avec les PL concernés ;
- Conception d'un modèle de DAO pour prestations de mandataires
- Collaboration à la préparation administrative des acquisitions et accompagnement des procédures d'acquisition, en particulier pour les mandataires. Etablissement et suivi des contrats de mandataires ;
- Coordination des intervenants et suivi du processus de levée des garanties ;
- Participation aux travaux de relations publiques et aux analyses juridiques ;
- Garantie du respect des conditions et des exigences ;
- Coordination avec le GPL (éventuellement, le BAMO-DGT du projet concerné) et la DLT dès l'établissement du protocole de réception ;
- Acquisition et analyse du PV de réception, notamment si celui-ci fait état de défauts ;
- Suivi de l'élimination des défauts ou de leur acceptation par le MO le cas échéant (le MO ne peut pas se prévaloir des défauts qu'il a acceptés lors de la vérification commune) ;
- Intégration du dossier à/aux outils de suivi des garanties en coordination avec les services concernés de l'OFROU-F1 (OFROU-IC, OFROU-EP) ;
- Coordination avec OFROU-EP et UT lors du signalement d'un défaut ;
- Soutien au MO dans la prise de décision à la suite du signalement d'un défaut, notamment analyse de la nature du défaut constaté ;
- Soutien au MO dans la définition des actions à entreprendre (traitement immédiat du défaut, consignation dans l'attente d'un traitement global de plusieurs défauts, etc),
- Information de tous les services concernés (PL, IC...) au sein de l'OFROU-F1 ;
- Mise en oeuvre du processus d'acquisition en gré-à-gré des prestations de mandataires et éventuellement de l'UT si la vérification finale de l'ouvrage le nécessite ;
- Suivi financier des mandats DLT pour la levée des garanties, contrôle et validation des factures selon les directives OFROU ;
- Planification de la vérification finale de l'ouvrage, organisation, participation et protocole de la vérification finale ;
- Si nécessaire, suivi et coordination avec la DLT pour l'élimination des défauts ;
- Si nécessaire, planification, organisation, participation et protocole de la vérification de l'élimination des défauts ;
- Coordination avec l'OFROU-IC pour la libération de la garantie de l'ENT, appui dans la clôture des contrats, y compris le gré-à-gré des mandataires.

## 4 Rémunération

---

### 4.1 Rémunération

---

#### 4.1.1 Une rémunération à tarifs horaires est convenue pour les prestations suivantes:

Selon l'offre détaillée du mandataire du .....et les tarifs horaires ci-après, TVA non incluse:

Chef de projet	CHF
Suppléant du chef de projet	CHF

Responsable du controlling	CHF	
Rémunération brute offerte à tarifs horaires, frais accessoires inclus	CHF	0.00
	CHF	0.00
	CHF	0.00
	CHF	0.00
Total intermédiaire	CHF	0.00
Frais accessoires additionels selon ch. 4.2 (2e alinéa)	CHF	20'000.00
<b>Rémunération nette convenue</b>	CHF	20'000.00
TVA au taux de 7.7 %	CHF	1'540.00
<b>Rémunération totale, TVA incluse</b>	<b>CHF</b>	<b>21'540.00</b>

Un escompte de xx% sera octroyé en cas de paiement dans les xx jours à partir de l'échéance.

Ce montant constitue un plafond au sens de l'art. 9.2 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

4.1.2 La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

Le mandataire a droit à des acomptes mensuels équivalents aux prestations fournies. Les articles 9.1 et 9.5 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire sont exclus.

## 4.2 Frais accessoires

---

Sont compris dans la rémunération convenue ci-dessus les frais accessoires du mandataire tels que photocopies, téléphone, fax, frais de port, équipement informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs.

Le mandataire est rémunéré sur la base des dépenses justifiées pour les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, les copies de plan et les autres documents tels que brochures, rapports, etc., qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le maître de l'ouvrage.

## 4.3 Variations de prix (renchérissement)

---

Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle au moment de la conclusion du contrat de la norme SIA 126 «Variations de prix : Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire».

## 4.4 Rémunération des prestations non définies

---

4.4.1 Genre des prestations non définies:

Toutes les prestations sont considérées comme définitives. Si, au cours de la réalisation il s'avère nécessaire de préciser certaines prestations, la définition de ces dernières incombe au mandant.

#### 4.4.2 Réglementation de la rémunération:

La rémunération des éventuelles prestations définies après conclusion du contrat est convenue d'un commun accord avant le début des travaux. Elle est calculée comme décrit au ch. 4.1. En l'absence d'une confirmation écrite du mandant, le droit à la rémunération s'éteint.

## 5 Modalités financières

---

### 5.1 Facturation et paiement

---

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

Office fédéral des Routes OFROU - filiale Estavayer-le-Lac  
Place de la Gare 7  
1470 Estavayer-le-Lac

Les factures seront établies de façon détaillée et vérifiable sur la base des prestations dues et fournies d'après le présent contrat. Pour chaque collaborateur, le mandataire précisera les prestations facturées et le temps consacré à ces dernières. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais accessoires seront indiqués séparément. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées au mandataire pour correction et, le cas échéant, pour complètement de la documentation. L'inspection des finances de l'OFROU aura à tout moment un droit de regard dans les documents pertinents afin de vérifier la véracité des données.

### 5.2 Délais de paiement

---

Les factures envoyées en bonne et due forme courent dès réception à l'adresse indiquée. Le mandant paie les montants dus dans les 45 jours à compter de la réception de la facture.

## 6 Délais et termes

---

Délai / date	Activité
01.01.2022	Début des prestations
31.12.2026	Fin des prestations

## 7 Interlocuteurs

---

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

### Du côté du mandant

Nom	Gestion des projets
Entreprise	Office fédéral des Routes OFROU
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

### Du côté du mandataire

Nom  
Entreprise  
Adresse  
Téléphone  
Fax  
Courriel

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

## 8 Assurances

---

Le mandataire, resp. la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO), déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Il garantit qu'il maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il présentera sur demande du mandant des certificats d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels  
et les dommages consécutifs CHF 10'000'000.00

Compagnie d'assurance

N° de police

Franchise par événement CHF  
(max. 20% de la somme assurée)

## 9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail, égalité de traitement et intégrité

---

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent, de même que la taxe sur la valeur ajoutée.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

**Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il veille à ce que ceux-ci s'engagent également à respecter les principes susmentionnés.**

Le mandataire s'assure en outre de n'avoir conclu aucun accord ou de n'avoir pris aucune mesure susceptible de restreindre la concurrence. Il s'engage, en ne proposant ou en n'acceptant ni récompense ni avantage, à prendre toutes les mesures requises pour éviter la corruption.

En cas de non-respect des obligations susmentionnées, le mandataire doit payer au mandant pour chaque infraction une peine conventionnelle de 10,00% du montant du mandat, TVA non comprise, mais de CHF 3'000.00 au minimum et de CHF 100'000.00 au maximum.

Le mandataire prend connaissance du fait que la violation de cette clause entraîne généralement l'annulation de l'adjudication et la résiliation prématurée du contrat par le maître de l'ouvrage pour de justes motifs.

## **10 Accords spéciaux**

---

### **10.1 Dérogation aux conditions générales**

---

Les articles 5, 12 et 16 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB sont exclus.

### **10.2 Autres accords spéciaux**

---

10.2.1 Le mandataire s'engage à respecter et à appliquer l'identité visuelle de la Confédération.

10.2.2 Un accord écrit du mandant est nécessaire pour le cas où le mandataire souhaite exploiter leur relation contractuelle pour sa publicité ou la mentionner dans une publication.

10.2.3 L'ensemble des droits de propriété intellectuelle résultant de l'exécution du contrat (exécution de la prestation) appartiennent au mandant. Le mandataire s'engage à faire face à toutes les demandes de tiers concernant une violation de droits de propriété intellectuelle, et à prendre à sa charge tous les frais résultant d'une telle violation, y compris les éventuels dommages et intérêts.

## **11 Vérification du prix (selon Art. 24 OMP)**

---

### **11.1 Objet et étendue du droit sur la vérification du prix**

---

Le mandataire s'engage à autoriser le service d'audit interne compétent et le Contrôle fédéral des finances (ci-après: Service de vérification), s'ils le demandent, à vérifier:

- le calcul rétrospectif du prix du marché initial (y compris l'éventuel calcul du renchérissement);
- le calcul prévisionnel et le calcul rétrospectif du marché initial, si le contrat fixe des tarifs horaires, des tarifs journaliers, etc., et/ou s'il comporte une réglementation relative aux bénéfices et/ou aux pertes;
- le calcul rétrospectif (et, éventuellement, le calcul prévisionnel en cas de tarifs prédéfinis et/ou de réglementation relative aux bénéfices et/ou aux pertes) des éventuels marchés subséquents, étant entendu que cette vérification est effectuée en tenant compte des résultats du calcul rétrospectif du prix du marché précédent.

Le mandataire met gratuitement à la disposition du service d'audit interne compétent et du Contrôle fédéral des finances (ci-après: service de vérification) tous les documents et renseignements nécessaires à cet effet. La vérification du calcul rétrospectif des prix du marché précédent ne peut pas conduire à une modification de ce prix.

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation du soumissionnaire ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche ou dans la comptabilité, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

### **11.2 Conservation des bases de calcul**

---

Le mandataire s'engage à conserver les calculs et les documents y relatifs au moins pour la durée de validité du contrat et jusqu'à une année après son expiration.

### **11.3 Exécution de la vérification du prix**

---

La vérification du prix incombe au service de vérification. Si le mandataire ou le sous-traitant est étranger, le Service de vérification Suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du

prix à condition qu'un niveau de protection adéquat au sens de la législation sur la protection des données soit assuré.

Le Service de vérification convient de la date et du lieu de la vérification du prix avec le mandataire ou le sous-traitant.

Le service de vérification est autorisé à contrôler, lorsque la concurrence fait défaut, que le fournisseur tienne compte des coûts, des risques et/ou des marges bénéficiaires qu'il ne pourrait pas réaliser avec des prestations identiques ou semblables dans un régime de libre concurrence. Un bénéfice approprié ou usuel dans la branche reste assuré.

Le service de vérification communique à la direction du mandataire le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension dans un document confidentiel. Les vérifications du prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

#### **11.4 Correction de prix consécutive à la vérification**

---

Si la vérification du prix prévisionnel révèle que le prix stipulé dans le contrat est trop élevé, le mandataire et le mandant adaptent le prix en ajoutant un avenant au présent contrat. Toute hausse du prix est exclue.

#### **11.5 Contrats avec des sous-traitants fournissant une part importante des prestations**

---

Le mandataire s'engage à étendre par voie contractuelle les droits de vérification du prix à ses sous-traitants fournissant une part importante de la prestation globale, ceci au profit du service de révision interne compétent et du Contrôle fédéral des finances (ci-après: service de vérification). Sont généralement considérées comme importantes les parts du volume de marché supérieures ou égales à un million de francs, hors TVA. Le mandataire est exonéré de cette obligation s'il peut prouver que, dans des conditions de concurrence, ses acquisitions auprès du sous-traitant sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, le mandataire est tenu de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec le mandataire, quels que soient ses frais ou ses bénéfices. Cette correction de prix est réalisée entre le mandataire et le mandant conformément au ch. 4 ci-dessus.

### **12 Entrée en vigueur**

---

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

### **13 Modifications du contrat**

---

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

### **14 Droit applicable et for**

---

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

En cas de litige découlant du présent contrat, le for se situe à Berne.

---



## **15 Expédition**

---

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de même teneur.

Le mandataire et le mandant en reçoivent chacun 1 exemplaire signé.

## 16 Signatures

---

Estavayer-le-Lac, le

**Office fédéral des routes**

---

Signature  
Gestion des projets

---

Signature  
Gestion des projets

Lieu et date:

---

Prénom et nom:  
Fonction:  
(en lettres capitales)

### **Annexe(s)**

Page de garde facture (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)